Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Chèque énergie : la plateforme pour réclamer l'aide est désormais ouverte



Les chèques énergie sont envoyés automatiquement aux bénéficiaires identifiés. Si vous remplissez les critères d'éligibilité mais que vous ne faites pas partie des foyers identifiés, vous pouvez demander cette aide financière sur une plateforme dédiée. Selon Service-Public.fr, ce portail est désormais ouvert jusqu'au 28 février 2026.

Le chèque énergie est une aide financière destinée aux personnes ayant des revenus modestes, pour le paiement de leurs dépenses d'énergie. Les modalités d'identification des foyers bénéficiaires ont évolué en 2025 ; cette identification est effectuée à présent par le croisement des informations suivantes :

- des données fiscales, parmi lesquelles le revenu fiscal de référence et le nombre de personnes rattachées au foyer fiscal du titulaire du contrat de fourniture d'électricité ;
- le numéro de point de livraison d'électricité du logement.

Ecrit par le 15 novembre 2026

Les foyers identifiés comme éligibles en sont informés par courriel ou SMS durant le mois d'octobre. Les chèques leur sont ensuite automatiquement envoyés, sans qu'ils aient de démarche à effectuer, durant le mois de novembre.

Vous pensez remplir les conditions d'éligibilité du chèque énergie mais vous ne faites pas partie des foyers bénéficiaires identifiés ?
Vous pouvez retrouver les critères à remplir pour bénéficier du dispositif sur la fiche pratique consacrée au chèque énergie. Par ailleurs, vous pouvez utiliser le simulateur d'éligibilité du chèque énergie.

Si vous constatez que vous remplissez les critères d'éligibilité mais que vous ne faites pas partie des foyers bénéficiaires identifiés, vous pouvez réclamer l'aide à compter du 15 octobre sur une plateforme dédiée accessible sur le site du chèque énergie. Pour accéder à ce portail, vous devez vous connecter via France Connect ou via le compte personnel que vous avez créé sur le site du chèque énergie. Cette plateforme sera disponible jusqu'au 28 février 2026.

Si vous effectuez votre demande (sur la plateforme ou par courrier postal) d'ici le début du mois de novembre et qu'elle est approuvée, votre chèque énergie fera partie des envois effectués par le dispositif à compter du 19 novembre 2025. Pour les demandes postérieures, les chèques énergie seront envoyés ensuite au fur et à mesure. En règle générale, si votre demande est approuvée et que vous avez opté pour un chèque au format papier, vous recevez celui-ci dans le courant du mois qui suit l'approbation de votre demande.

L.G.

Logement étudiant : Avignon ne s'en tire pas si mal

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Le magazine l'Etudiant vient de publier son baromètre de l'accessibilité du logement pour un étudiant dans les principales villes de France. En tout, 47 communes accueillant plus de 8 000 étudiants ont été prises en compte dans cette étude où Paris (905€) figure largement en tête.
En Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie Nice (665€) devance Marseille/Aix-en-Provence (583€), Montpellier (539€), Toulouse (516€), Toulon (515€), Avignon (460€), Nîmes (432€) et Perpignan (428€).
Dans le grand Sud, c'est à Lyon (609€) et Bordeaux (575€) qu'il sera le plus onéreux pour un étudiant de se loger. A l'inverse, Grenoble (484€), Clermont-Ferrand (427€), Saint-Etienne (402€) et Pau (la ville la moins chère de France avec 383€) sont davantage accessibles.
De leur côté, les principales métropoles affichent des coûts relativement proches : Strasbourg (547€), Lille (523€), Nantes (512€)

Une augmentation de 65€ en 10 ans
Sur Avignon, le prix moyen d'un studio s'élevait à 395€ en 2016. Si ce montant a un peu baissé en 2017 (390€) et 2020 (389€) – après avoir légèrement augmenté sur la période 2018 (407€) et 2019 (403€) – il s'est envolé à partir de 2021 (425€). Depuis, il n'a cessé d'être orienté à la hausse : 2022 (433€), 2023 (446€), 2024 (463€) avant d'à peine fléchir en 2025 (460€).
Des montants qui ne sont pas neutre quand on sait que le logement représente la moitié des dépenses d'un étudiant.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Villes	Prix moyen du loyer mensuel d'un studio	Logiscore
Paris	905€	D
Nice	665€	D
Lyon	609€	D
Marseille/Aix-en-Provence	583€	C
Bordeaux	575€	D
Montpellier	539€	D
Lille	523€	D
Toulouse	516€	C
Toulon	515€	C
Grenoble	484€	A
Avignon	**460€**	**B**
Nîmes	432€	B
Perpignan	428€	B
Clermont-Ferrand	427€	B
Saint-Etienne	402€	A
Pau	383€	A

Sources : L'étudiant

Quel niveau de difficulté pour trouver un logement ?

Par ailleurs, L'étudiant a aussi établi le 'Logiscore', noté de A à D, qui représente le niveau de difficulté d'accessibilité pour obtenir un logement pour un étudiant dans chacune des villes étudiées.

Plus il est proche de A, moins il est complexe pour un étudiant de trouver à se loger pour un prix attractif dans la ville concernée. Au contraire, s'il se rapproche de D, cela signifie que le marché du logement, notamment étudiant, est particulièrement tendu dans cette ville. Les initiatives des collectivités pour faciliter l'accès à un logement digne et abordable, pour aider dans leurs recherches les étudiants sans domicile ou pour leur trouver une solution de logement d'urgence ont été étudiées.

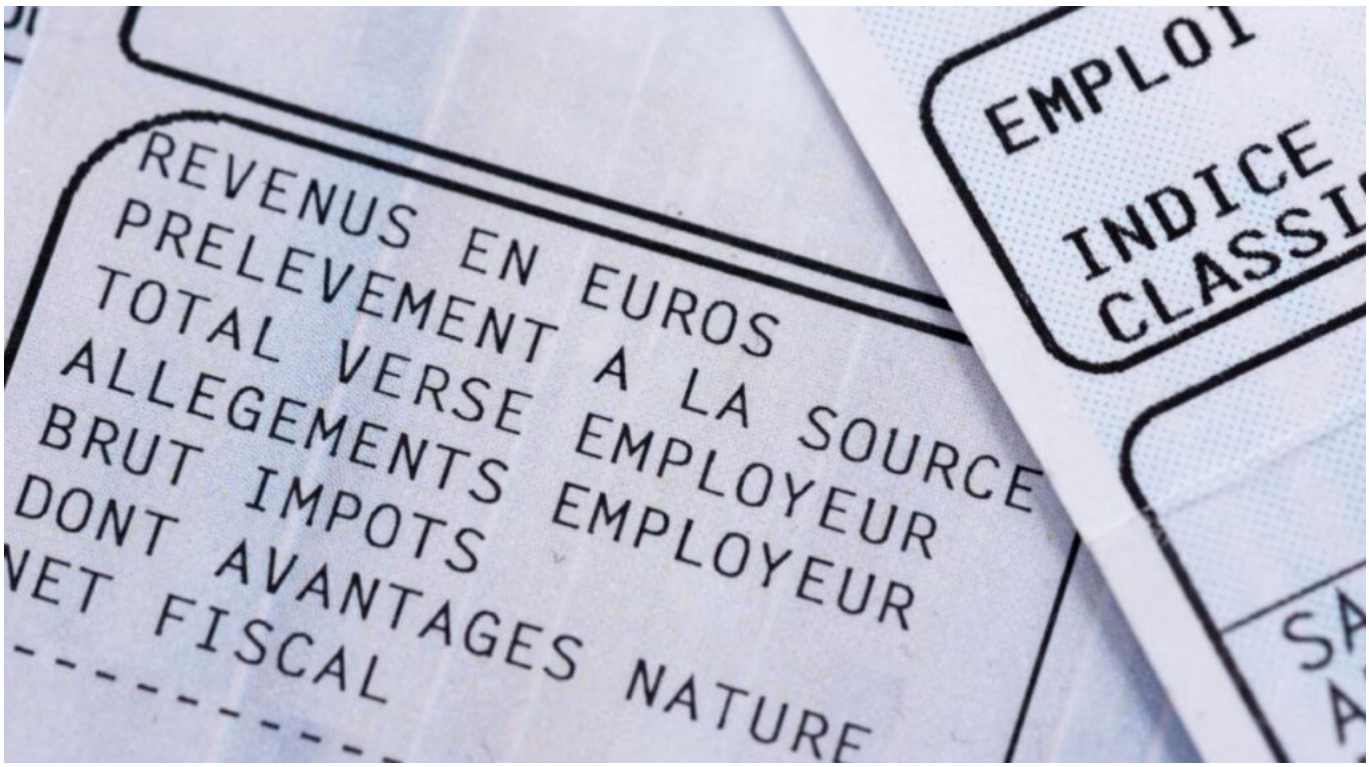
« Les villes les moins bien notées dans notre Logiscore sont généralement des métropoles congestionnées caractérisées par une forte pression sur le parc diffus (Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg) et des villes touristiques ou du littoral caractérisées par une forte proportion de résidences secondaires (Nice, Vannes, Annecy…) », explique l'étude de l'Etudiant.

Selon ses critères, Avignon obtient un Logiscore de B. C'est le meilleur de la région Paca.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Salaire : confirmation de la baisse des budgets d'augmentations



Dans un contexte économique et politique tendu, les entreprises françaises adoptent une approche prudente en matière de rémunération. Selon le dernier Observatoire de la rémunération LHH, mené auprès de 200 entreprises, les budgets d'augmentations pour 2025 poursuivent leur baisse, passant sous la barre de 2,3% annoncée en avril avec à un fin juin un taux atteignant 2,1%. Dans la continuité des années précédentes, les entreprises misent sur d'autres leviers pour soutenir le pouvoir d'achat et se préparer aux nouvelles obligations réglementaires en matière d'équité salariale.

« La baisse des enveloppes budgétaires n'est pas une surprise avec la réduction de l'inflation dans un environnement marqué par des incertitudes multiples : finances publiques sous tension, pression réglementaire, attentes sociales fortes dans un contexte politique et géopolitique sensible. Pour cette année 2025, on observe un retour aux taux d'avant la crise Covid : les entreprises limitent la hausse salariale mais continuent de compenser par des dispositifs ciblés. Au-delà, les premières tendances pour 2026 confirment cette orientation, avec des augmentations envisagées pour 82% des entreprises avec un taux prévisionnel autour de2 %, traduisant une stabilisation après les fortes fluctuations des dernières

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

années » explique Delphine Landeroin, spécialiste des politiques de rémunération chez LHH.

Moins d'augmentations, mais d'autres leviers en faveur du pouvoir d'achat

En 2025, 9 entreprises sur 10 déclarent allouer un budget d'augmentation pour les salaires, avec une chute du taux médian constaté qui atteint 2,1%, loin des prévisions initiales de 2,8%. Les hausses restent ciblées : majoritairement individuelles pour les cadres, plus partagées au profit de mesures collectives pour les employés et ouvriers.

Les mesures spécifiques pour les plus bas salaires gagnent du terrain : près d'une entreprise sur deux prévoit des hausses plus importantes pour les premières tranches de rémunération, et un quart a revu les grilles internes ou instauré des minimas.

Depuis plusieurs années, les entreprises proposent des dispositifs complémentaires à la rémunération sous forme de packages salariaux. Aujourd'hui, malgré des augmentations salariales limitées, elles poursuivent leurs efforts pour soutenir le pouvoir d'achat de leurs collaborateurs en maintenant ces compléments de rémunération. En 2025 :

- 50% ont augmenté leur participation aux repas,
- 30% ont renforcé leur soutien au transport,
- 30% ont mis en place un système de rémunération variable.

Transparence des rémunérations : des budgets dédiés pour l'égalité salariale pour certaines entreprises

Avec la perspective de l'entrée en vigueur d'ici juin 2026 de la directive européenne sur la transparence des rémunérations, les entreprises accélèrent leur transition vers plus d'équité. En 2025, un tiers des entreprises prévoit un budget dédié à l'égalité salariale femmes-hommes, avec un taux médian stable autour de 0,2%.

Près d'une entreprise sur deux a engagé un diagnostic interne pour évaluer ses pratiques et se préparer aux enjeux et impacts de la transparence des rémunérations avec pour objectif d'adapter sa politique et ses pratiques de rémunération. Il s'agira pour elles de répondre aux exigences règlementaires d'une part mais aussi de favoriser et montrer des conditions de décisions équitables, en questionnant les processus et critères de rémunération.

« Cette année plus que jamais, les entreprises ont tout intérêt à poursuivre leurs efforts pour l'égalité salariale femmes-hommes mais aussi plus largement en cherchant à objectiver plus formellement l'ensemble de leurs pratiques. Avec la nouvelle directive européenne, l'exigence de transparence deviendra concrète et mesurable. Mais au-delà du cadre légal, c'est un levier essentiel pour renforcer la confiance des salariés, montrer l'engagement de l'entreprise en faveur de l'équité, et favoriser

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

l'attractivité. » poursuit Delphine Landeroin.

Enquête menée par LHH

Avec Coinstar, le pouvoir d'achat des Vauclusiens mis en pièces



Et si les petites pièces faisaient les grandes vacances ? À l'heure où les vacances pèsent de plus en plus sur le budget des ménages, chaque euro retrouvé peut devenir précieux. Tirelires vidées, euros retrouvés, vide-poches siphonnés, épargne dormante… Faire la chasse à ses petites pièces peut ainsi s'avérer fort utile pour payer un barbecue en famille, les imprévus de l'été ou tout simplement ses courses du quotidien.

A l'occasion de la saison estivale, Coinstar France, leader des bornes de conversion de pièces en bons d'achat, constate un renforcement de son activité jusqu'à près de 35%.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

En France métropolitaine, c'est en Île-de-France (+33,6%) que l'on retrouve la plus forte hausse par rapport à la moyenne mensuelle annuelle dans l'utilisation de ces bornes de recyclage de pièces installées dans des hypermarchés ou des supermarchés.
La région parisienne devance la Normandie (+33,4%), la Bretagne (+32,7%) et les Pays-de-la-Loire (+32,4%).

Pour Coinstar France, l'analyse des points de vente révèle que les zones touristiques ou les régions côtières concentrent les plus fortes hausses. Dans certaines villes, l'activité estivale dépasse largement celle du reste de l'année comme à Millau en Occitanie (+27%), Lannilis en Bretagne (+18,6%), Nice (+12%) ou bien encore Bretignolles-sur-Mer en Vendée (+8,7%)

> « Trier ses affaires, vider ses tiroirs ou ses tirelires devient un réflexe. »
>
> *Morgan Reyrolle, directeur opérationnel de Coinstar France.*

« L'été, les Français retrouvent du temps, rentrent dans leur région d'origine ou partent en vacances. Trier ses affaires, vider ses tiroirs ou ses tirelires devient un réflexe. Et nos bornes Coinstar répondent à cette envie de transformer les pièces oubliées en bons utiles, immédiatement disponibles en magasin », explique Morgan Reyrolle, directeur opérationnel de Coinstar France.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Les bornes Coinstar permettent de transformer ses pièces en bon d'achat dans les magasins les abritant. Crédit : DR

+15% en Vaucluse

En Vaucluse, cette hausse des transactions pendant l'été est estimée à +15%. Les villes ayant une borne connaissant les plus forts pics l'été sont Carpentras (+85%), Bollène (+69%) et Pertuis (+58%). En valeur, les bornes les plus performantes se situent au centre commercial E.Leclerc à Bollène, Auchan Le Pontet et Auchan-Mistral 7 à Avignon.

13 points de ventes équipés en Vaucluse

Disponibles dans plus de 1 350 points de vente partout en France dont
13 en Vaucluse, les bornes Coinstar et Eurocycleur permettent de déposer ses pièces en vrac pour obtenir un bon d'achat immédiat, utilisable dans le magasin où il a été émis.
« Ce succès est celui d'un service accessible, malin et durable, qui redonne de la valeur à la petite monnaie. Dans un contexte où chaque euro compte, nos bornes de recyclage de pièces s'imposent comme

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

une solution concrète pour le pouvoir d'achat des Français », insiste Morgan Reyrolle.

625 millions de pièces traitées en France pour près de 45M€
Coinstar France compte et redistribue dans l'économie française près de 45M€ de pièces par an, soit 625 millions de pièces dans les petites, moyennes et grandes surfaces alimentaires. La filiale française commercialise 2 types de bornes, Coinstar et Eurocycleur.
Fondé aux États-Unis il y a 30 ans, le groupe Coinstar possède le plus large réseau de bornes automatiques de comptage de pièces en self-service. Présent dans 8 pays avec plus de 26 000 bornes, Coinstar compte chaque année plus de 34 milliards de pièces pour une valeur de près de 3 milliards de dollars.

Prix de l'assurance auto : les Vauclusiens parmi les plus mal lotis



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Le comparateur de taux immobiliers, de crédits et d'assurances meilleurtaux.com vient de réaliser une étude sur l'impact de l'âge et de la localisation de la plaque d'immatriculation sur le prix de l'assurance auto. Et au jeu des disparités régionales, les conducteurs vauclusiens sont loin d'être gagnants puisque le département est le 5e plus cher de France.

Meilleur taux assurances, vient de réaliser une étude sur les variations des prix de l'assurance auto en fonction de l'âge ou de la zone d'immatriculation du souscripteur. L'étude porte sur 4 profils-types :

- Conducteur, 20 ans, étudiant, locataire, assurance Tiers, bonus 5%, Renault Clio III diesel, 8000 km/an.
- Conducteur,30 ans, salarié, propriétaire, garantie Tiers+, bonus 49%, Renault Clio III diesel, 8000 km/an.
- Couple 2 enfants, salariés, conducteur principal 40 ans, conducteur secondaire 37 ans, propriétaire, garantie Tous Risques, bonus 50%, Peugeot 3008 diesel, 12000 km/an.
- Couple seniors, retraités, conducteur principal 69 ans, conducteur secondaire 67 ans, propriétaire, garantie Tous Risques, bonus 50%, Peugeot 3008 diesel , 12000 km/an.

Ainsi, après la flambée des coûts des pièces détachées (+8,5%), de la main-d'œuvre (+6,6%) et du carburant (+5%) le montant de son assurance peut également être directement impacté par sa localisation. Un critère discret mais déterminant sur le calcul de sa prime de son véhicule qui reste à ce jour, le moyen de transport privilégié des Français.

Les Bretons payent le moins

« Pour cette nouvelle étude, des profils représentatifs des habitudes de conduite et d'achat des Français ont été observés, explique Meilleur taux. En premier lieu, les familles et les seniors adeptes des véhicules plus spacieux et confortables comme les SUV et Crossover. De l'autre, les actifs et jeunes conducteurs plus enclins à rouler en citadines d'occasion. Quatre profils aux habitudes, niveaux et modes de vie très différents, mais réunis autour d'un même enjeu : la variation de leur prime d'assurance en fonction de leur lieu de résidence. »

Il apparaît qu'il existe de grandes disparités régionales concernant le prix de son assurance auto.

Ainsi, les départements de la façade Atlantique se démarquent par des primes inférieures à la moyenne nationale. La Bretagne, en premier lieu, permet à ses habitants de bénéficier de tarifs 9,3% moins chers que la moyenne nationale, soit 617€/an contre 680,95€ au niveau national. Les Pays de la Loire et la Normandie s'inscrivent eux aussi dans cette dynamique avec, respectivement des primes moyennes annuelles – tous profils confondus – de 637€ et 652€.

> « Les régions Corse, Paca et Île-de-France occupent régulièrement le haut du classement en termes de primes du fait d'une sinistralité plus importante. »
>
> *Samuel Bansard, porte-parole de Meilleur taux assurances*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

La Région Sud plus chère que l'Île-de-France et la Corse

À l'opposé, les automobilistes de la région PACA voient leurs primes s'envoler jusqu'à 19% au-dessus de la moyenne nationale, atteignant 811,83€ en moyenne contre 680,95€ à l'échelle nationale. La Corse et l'Île-de-France, respectivement, 721,46€ et 722,59€, suivent cette tendance, pénalisées par une circulation dense, une forte exposition aux sinistres environnementaux et une offre de stationnement limitée sur la voie publique.

« Les régions Corse, Paca et Île-de-France occupent régulièrement le haut du classement en termes de primes du fait d'une sinistralité plus importante, précise Samuel Bansard, porte-parole de Meilleur taux assurances. À l'inverse, la Bretagne et les Pays de la Loire bénéficient d'une densité de population et du parc automobile plus faible et donc de conditions globalement plus favorables en termes de sinistralité. Ces éléments contribuent à maintenir les tarifs d'assurance parmi les plus accessibles. »

Le Vaucluse 5e département le plus cher de France

Dans le détail (voir tableau ci-dessous), si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche les primes d'assurances les plus élevées de France en moyenne, c'est dans le département des Bouches-du-Rhône que ce montant est le plus important (976,34€ en moyenne). Derrière on retrouve les Alpes-Maritimes (895,45€) et le Var (781,84€). Arrive ensuite le Vaucluse (767,31€) suivi par les Alpes-de-Haute-Provence (729,82€) et les Hautes-Alpes (720,24€). Seul dans tout le reste de l'Hexagone, le département de la Seine-Saint-Denis (795,70€) fait pire que le Vaucluse. Bien loin des Côtes d'Armor, champion français de la prime auto la plus abordable avec 608,61€ par an en moyenne.

Montant annuel de la prime d'assurance auto

	Jeune conducteur	Conducteur bonussé	Couple marié	Couple séniors	Moyenne
Alpes-de-Haute-Provence	1 033,57€	350,09€	712,69€	822,91€	729,82€
Hautes-Alpes	1 030,35€	348,23€	696,84€	805,53€	720,24€
Alpes-Maritimes	1 086,59€	406,59€	989,44€	1 099,17€	895,45€
Bouches-du-Rhône	1 175,66€	440,53€	1 176,45€	1 112,70€	976,34€
Var	994,36€	373,52€	812,64€	946,82€	781,84€
Vaucluse	**1 028,86€**	**360,46€**	**786,07€**	**893,85€**	**767,31€**
Moyenne Paca	1 058,23€	379,90€	862,36€	946,83€	811,83 €
Moyenne Île-de-France	850,80€	343,12€	790,97€	905,46€	722,59€
Moyenne nationale	871,66€	328,43€	711,81€	811,90€	680,95€

© meilleurtaux.com

Quand l'âge et l'expérience font flamber les primes

Sans surprise, les jeunes conducteurs, considérés comme plus à risque en raison de leur manque d'expérience, paient le prix fort. En moyenne, un jeune conducteur doit débourser 871,66€ par an pour

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

assurer son véhicule avec une formule au tiers, contre 328,43€ pour un trentenaire bénéficiant d'un bonus et une couverture légèrement supérieure (Tiers +). Des primes qui peuvent parfois atteindre des sommets comme dans le département des Bouches-du-Rhône appliquant un tarif moyen de 1 175,66€ par an contre 734,94€ dans la Manche ou bien encore 1 028,86€ en Vaucluse.

> « Les conducteurs plus âgés ont tendance à utiliser leur véhicule moins fréquemment mais la sinistralité par kilomètre parcouru gagne en intensité plus on avance dans l'âge. »

Et, si l'inexpérience des jeunes conducteurs entraîne des primes élevées, les conducteurs plus âgés ne sont pas épargnés. En effet, en dépit de leur expérience, les automobilistes de 60 à 70 ans semblent subir une augmentation de leurs primes d'assurance, justifiée par les risques accrus liés aux déficiences cognitives associées à l'âge.
Avec un véhicule et un usage identique par exemple, un couple de septuagénaires déboursera en moyenne 100€ de plus par an qu'un couple de quadragénaires, soit 811,90€ par an pour un profil sénior contre 711,81€ pour un couple d'actifs.
Une hausse des primes assurantielles pour les seniors qui soulève des questions sur les moyens de sensibilisation et de prévention à adopter.

« Les conducteurs plus âgés ont tendance à utiliser leur véhicule moins fréquemment mais la sinistralité par kilomètre parcouru gagne en intensité plus on avance dans l'âge. Ce contexte peut jouer dans la tarification pratiquée par certains assureurs », souligne Samuel Bansard.

En 2024, les Provençaux prévoient un budget moyen de 543€ pour Noël

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Alors que les fêtes de fin d'année et la frénésie de consommation qui l'accompagne approchent à grands pas, Ankorstore, la première plateforme européenne de vente entre professionnels qui connecte 30 000 marques et 300 000 commerçants indépendants, dévoile aujourd'hui les résultats de son étude 'Fêtes de fin d'année et pouvoir d'achat des Français : quel impact sur les commerçants ?'. L'enquête, réalisée auprès de 300 détaillants et 2004 Français, met en lumière un certain stress de part et d'autre quant à cette période, qui représente pour les commerçants le plus gros pic de leur activité annuelle. Quant aux consommateurs, la fin d'année est synonyme de dépenses importantes. Récit d'une fin d'année qui s'annonce tendue en PACA.

Bien que l'inflation soit annoncée en baisse selon les chiffres récemment publiés par l'Insee, 73% des habitants de la région PACA déclarent ne pas percevoir d'amélioration de leur pouvoir d'achat (contre 72% des Français). Si l'inflation semble effectivement ralentir, la pression financière demeure forte sur les ménages qui sont 44% à ressentir la période des fêtes à venir comme une source de stress financier (contre 50% des Français).

Les Provençaux ne dépenseront pas plus cette année

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Dans ce contexte tendu, le budget moyen (incluant les cadeaux, le repas, les tenues, la décoration, etc) prévu pour les fêtes de fin d'année par les Provençaux en 2024 est néanmoins plus élevé que la moyenne nationale avec 543€ contre 508€ pour les Français. Un budget stable au mieux puisque 84% des habitants de la région PACA n'envisagent pas d'augmenter leurs dépenses cette année (contre 80% des Français). Ce budget est plus élevé que celui de leurs voisins d'Occitanie, pour qui il s'élève à 489€.

À l'échelle nationale, les seniors restreignent leur budget tandis que les *millenials* ne lésinent pas sur les dépenses

Plus de trois quarts des 55 ans et plus (79%) ne ressentent pas la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat. En conséquence, cette partie de la population prévoit une réduction de son budget pour les fêtes, avec un budget moyen de 485 €, en baisse de 8,5% par rapport à l'année dernière.

Même tendance chez les 45/54 ans, qui sont 78% à affirmer ne pas ressentir la baisse de l'inflation. Ces derniers disposent par conséquent d'un budget à la baisse pour Noël de 447€, soit une baisse de 9% par rapport à l'année précédente.

A contrario, près de la moitié (48%) des *millenials* (18-34 ans) ressentent les effets de la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat (contre 22% pour les plus de 35 ans). Parmi cette tranche d'âge, les plus jeunes (18-24 ans), sont plus optimistes et prévoient même un budget pour Noël estimé à 681€ (soit +34% que le budget moyen des Français). Un budget en augmentation de plus de 31% par rapport à 2023.

D'importantes disparités régionales

Côté budget, toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a en effet quelques disparités entre les prévisions budgétaires d'un francilien (601€) et d'un provençal (543€). Un écart cohérent puisque 43 % des franciliens déclarent ressentir la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat alors qu'ils ne sont que 27% en région PACA. Les deux régions sont celles dont le budget de Noël 2024 est le plus élevé.

Parmi les autres régions, on retrouve des budgets supérieurs à la moyenne nationale en Auvergne-Rhône-Alpes (581€) et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (543€). Les régions Pays-de la Loire (428€), Centre Val de Loire (426€) et Bretagne (422€), sont celles où le budget Noël des habitants est le plus faible.

Face à une saison qui s'annonce contrastée, les commerçants restent optimistes

Bien conscients de cette frilosité des Français, 70% des commerçants estiment que leurs dépenses des Français pour les fêtes de fin d'année ne dépasseront pas celles de 2023 sur la même période. Face à cette probable prudence budgétaire, les commerçants restent résilients et sont 67% à se dire optimistes pour la période de fin d'année 2024.

Le Black Friday : entre opportunité et concurrence

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Si l'optimisme perdure, les commerçants restent sceptiques, notamment face au Black Friday. En effet, 42 % d'entre eux jugent l'événement commercial comme une concurrence des grandes enseignes et de l'e-commerce, ajoute une pression supplémentaire dans ce contexte de consommation limitée.

Étude réalisée par Ankorstore

Combien coûte la rentrée scolaire en France ?



Les dépenses de rentrée scolaire constituent une part importante du budget des familles. Selon l'enquête annuelle de la Confédération Syndicale des Familles (CSF), à laquelle 341 familles ont participé en 2024,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

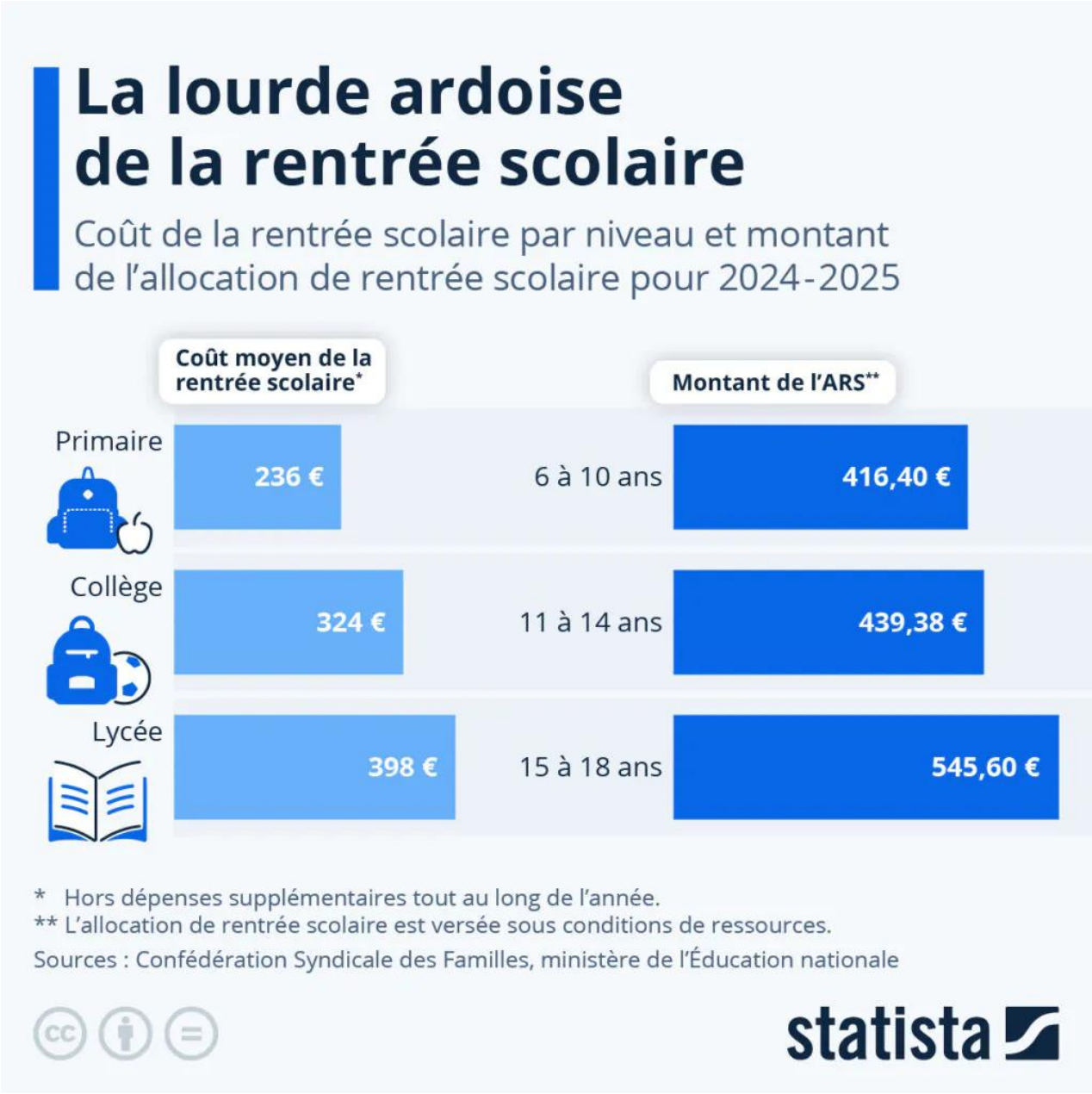
15% déclarent que ces dépenses constituent une difficulté, et le taux grimpe à 40% pour les familles monoparentales, particulièrement fragiles financièrement.

Selon la CSF, le coût global de la rentrée scolaire en France a diminué de 6,8% cette année, mais cette baisse ne compense pas les hausses des années précédentes (4,3% en 2022 et 11,3% en 2023). De manière générale, les dépenses de rentrée scolaire restent importantes : 236€ en moyenne par élève à l'école primaire, 324€ au collège et 398€ au lycée.

La CSF note que l'allocation de rentrée scolaire (ARS), versée sous conditions de ressources aux familles, ne couvre pas les dépenses liées à la scolarité tout au long de l'année, en particulier au collège et au lycée, où environ les trois quarts de son montant sont dépensés dès la rentrée.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

88% des Français prévoient de fréquenter les bars, cafés et restaurants cet été



Selon la récente étude menée par OpinionWay pour Orisha Distribution, les Français montrent un engouement renouvelé pour les bars, cafés et restaurants cet été, malgré le contexte économique incertain. Voici les principaux enseignements de cette enquête qui traduit un optimisme grandissant quant aux sorties estivales.

Un retour en force dans les établissements

88% des Français prévoient de fréquenter les bars, cafés et restaurants cet été. Ce chiffre témoigne d'une vitalité remarquable avec 14% des répondants qui envisagent d'y aller plus souvent qu'à la même période l'année précédente. Cette hausse est particulièrement marquée chez les jeunes de moins de 35 ans, dont 24% prévoient de s'y rendre plus fréquemment, affirmant ainsi leur attachement à ces lieux de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

convivialité et de détente.

Une fréquentation augmentée malgré la conjoncture

L'étude révèle que les intentions de sorties dans les établissements sont en hausse de 3 points par rapport à 2022. Les catégories socio-professionnelles supérieures et les jeunes sont les plus enclins à maintenir ou augmenter leur fréquentation. En particulier, 70% des CSP+ anticipent une fréquentation similaire ou supérieure à celle de l'été dernier.

Des dépenses raisonnées mais présentes

Les Français, tout en exprimant leur intention de fréquenter ces lieux, montrent une tendance à rationaliser leurs dépenses. Le budget moyen alloué aux bars et restaurants reste significatif avec des prévisions de dépenses atteignant en moyenne 159€ pour les restaurants et 55€ pour les bars et cafés chaque mois. Les jeunes et les hommes en particulier sont plus enclins à dépenser des sommes importantes avec des budgets moyens plus élevés que leurs homologues.

Les jeunes apparaissent plus enclins à dépenser des sommes importantes dans les cafés et bars : 14% des moins de 35 ans prévoyant un budget mensuel supérieur à 100€ contre 7% seulement des 35 ans et plus.

Les Jeux Olympiques en toile de fond

Bien que seulement 17% des Français envisagent de suivre les Jeux Olympiques de Paris 2024 dans ces établissements, une majorité exprime leur attachement aux bars et restaurants pour des raisons culturelles et sociales plutôt que sportives. Ces lieux demeurent des symboles de l'art de vivre à la française et jouent un rôle crucial dans la création de liens sociaux.

Les jeunes se montrent plus intéressés par le suivi des compétitions olympiques et paralympiques dans les bars, cafés et restaurants. En effet, 30% des moins de 35 ans prévoient de regarder ces événements dans ces lieux contre seulement 13% des 35 ans et plus, et 9% des plus de 50 ans.

Les Franciliens, peut-être plus exposés à la communication autour des Jeux Olympiques, sont également plus enclins à fréquenter ces établissements pour suivre les épreuves. 24% des habitants de l'Île-de-France envisagent de regarder les compétitions dans les bars, cafés et restaurants comparé à seulement 15% des habitants du reste de la France.

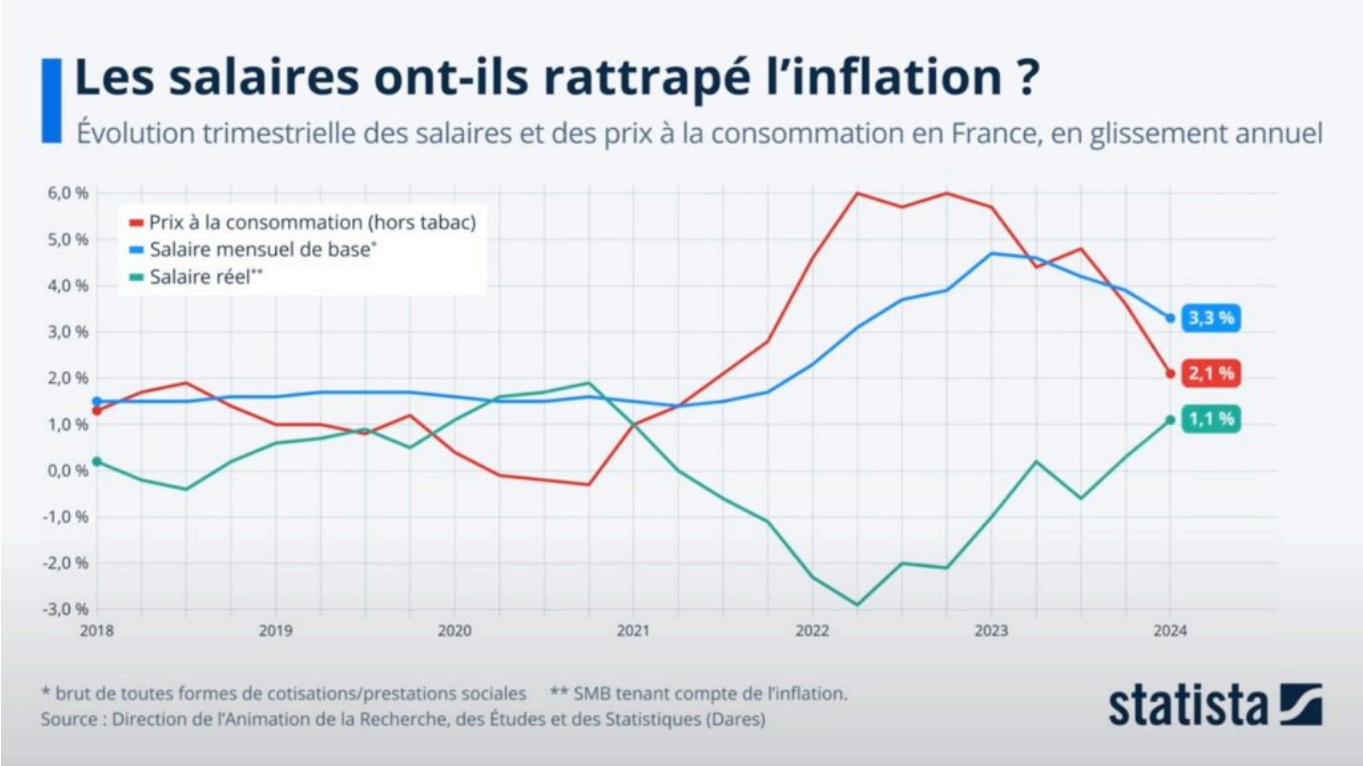
Cette troisième édition de l'enquête 'Les Français et les restaurants, cafés et bars' met en lumière un optimisme durable et une fréquentation en hausse malgré les défis économiques. Les bars, cafés et restaurants s'affirment comme des piliers incontournables de la vie sociale française, prêts à accueillir les consommateurs pour un été sous le signe de la convivialité et du partage.

« Les bars, cafés et restaurants s'affirment comme des piliers incontournables de la vie sociale française, prêts à accueillir les consommateurs pour un été sous le signe de la convivialité et du partage », souligne Caroline Casaleggio, Directrice Executive Orisha Distribution.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation en France ?



En période de forte inflation, lorsque les prix augmentent plus vite que les salaires, les salaires réels (tenant compte du coût de la vie) diminuent, ce qui signifie que les ménages voient, et ressentent, le pouvoir d'achat de leur revenu baisser. Cela a été le cas lors de la crise inflationniste de 2021-2023, période durant laquelle le salaire réel moyen en France a baissé (ou stagné) pendant 10 trimestres consécutifs, entre juin 2021 et décembre 2023.

L'inflation est depuis retombée dans la zone euro, et, d'après les données de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques), les salaires réels sont repartis à la hausse en France au premier trimestre 2024, avec une croissance de 1,1 % en glissement annuel. Comme le retrace notre animation graphique, la croissance du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés est repassée nettement devant celle des prix à la consommation (hors tabac) au premier trimestre : +3,3 % contre +2,1 %.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Cependant, si l'on regarde la croissance cumulée des salaires et des prix entre le premier trimestre 2021 et 2024, on se rend compte qu'il faudra patienter encore quelque temps avant que les salaires ne rattrapent entièrement l'inflation qui a sévi ces trois dernières années. Ainsi, le salaire mensuel de base des salariés français affiche une croissance cumulée de 10,5 % sur trois ans, contre une inflation cumulée d'environ 12,5 %. Cela signifie donc, qu'en moyenne, le salaire réel a diminué d'environ 2 % en France entre le premier trimestre 2021 et 2024.

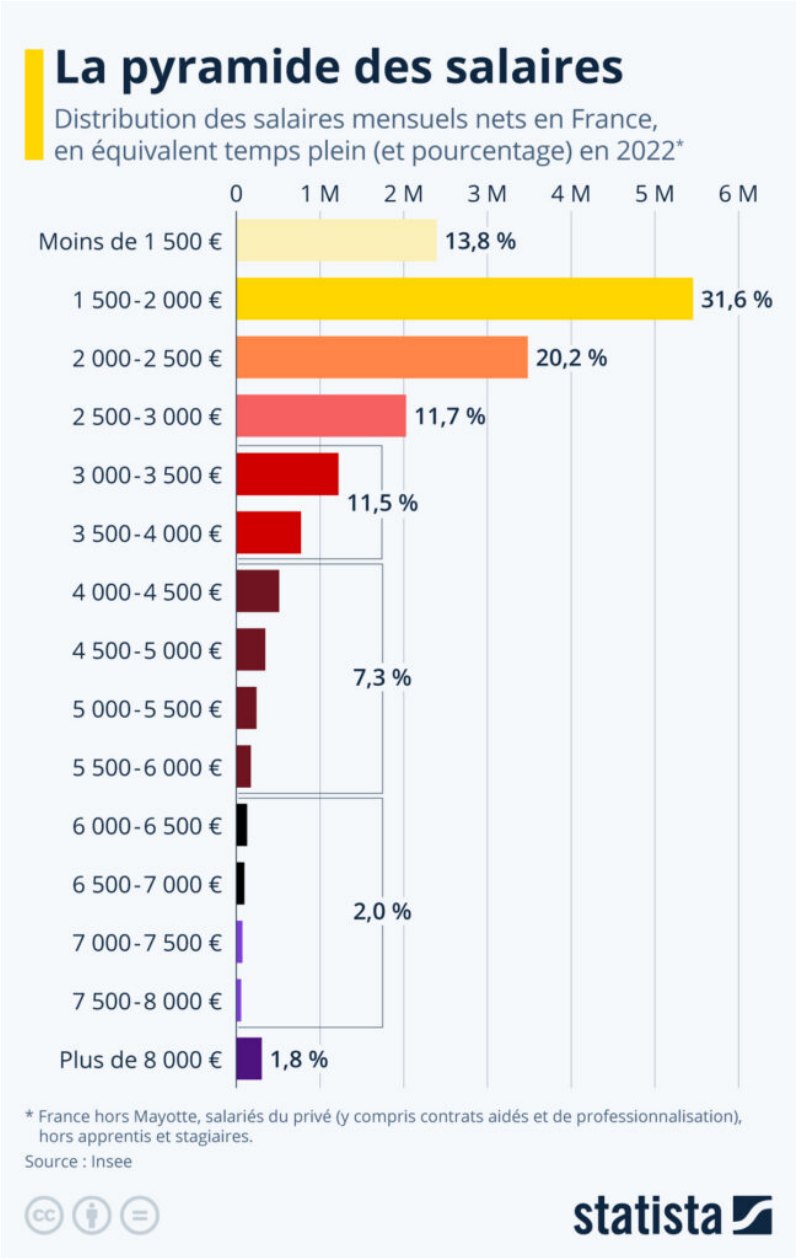
La pyramide des salaires en France

Combien gagnez-vous par rapport à la moyenne des Français ? La dernière étude annuelle de l'Insee sur les revenus donne un aperçu de la distribution des salaires dans l'Hexagone. En 2022, un salarié du secteur privé percevait en moyenne 2 630 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration des revenus dans le bas de la distribution. Le salaire net médian — signifiant que 50 % des salariés français gagnent moins et que l'autre moitié gagne plus — se situait ainsi à 2 091 € nets mensuels.

Basé sur les données de cette étude, notre graphique donne un aperçu détaillé de la répartition des salaires dans le secteur privé, en équivalent temps plein. On constate qu'environ 14 % des salariés perçoivent moins de 1 500 € nets par mois (certains salaires en EQTP pouvant être inférieurs au Smic) et que près de 32 % se situent entre 1 500 € et 2 000 € nets. Concernant les tranches suivantes, 32 % touchent de 2 000 € à 3 000 € et ils ne sont plus que 11,5 % à gagner entre 3 000 € et 4 000 €. Les revenus supérieurs à 4 000 € nets mensuels ne concernent qu'environ un salarié français sur dix en EQTP (11 %), et au delà de 8 000 €, seulement 1,8 %.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



De Tristan Gaudiaut pour Statista